74ème Assemblée mondiale de la santé, 24 mai 2021

Intervention du Président de la République

Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,

Monsieur le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Cher Tedros,

La pandémie n'est pas vécue mais nous pouvons déjà en tirer ensemble plusieurs leçons. Et en effet depuis maintenant plus d'une année, nous sommes toutes et tous mobilisés pleinement dans la gestion quotidienne de cette crise. Le temps est venu, et vous nous en offrez l'occasion à travers cet échange, d'en tirer les enseignements.

Le premier enseignement que nous pouvons tirer de cette crise est que nous ne pouvons réussir qu'ensemble. Aucun pays seul ne sauvera le monde et aucun pays ne se sauvera seul. Chacun de nos citoyens l'a compris : cette pandémie est mondiale par essence. Elle l'a été par les mécanismes de contamination, elle l'est dans nos réponses.

La réponse, elle ne peut donc être que multilatérale – c'est-à-dire la seule réponse internationale, coopérative, qui permet d'articuler les différents niveaux selon un principe de subsidiarité.

- au national les décisions souveraines et l'organisation des soins, ce qui implique un investissement massif dans tous les systèmes de santé ;
- au régional l'action décisive, en matière de recherche, d'investissement, de planification – nous avons pour cela mis sur pied l'Europe de la Santé et nous allons continuer à la renforcer;
- à l'international la coordination, la surveillance et le partage d'informations, mais aussi la solidarité.

Sur ce dernier volet, avec nos partenaires européens, nous avons présenté des propositions concrètes :

Premièrement, nous devons nous doter d'institutions à la hauteur de nos ambitions. L'Organisation mondiale de la santé doit être le cœur, la boussole de notre santé globale.
Cette Organisation doit être à la fois robuste en temps de crise, suffisamment agile pour réagir en urgence, solide face aux polémiques, totalement transparente pour inspirer la confiance, avec une gouvernance claire et transparente pour ne subir aucune pression diplomatique et ne pouvant être soupçonnée d'aucune pression de ce genre. La France soutient donc le renforcement de l'Organisation mondiale de la santé dans son rôle normatif et pour la préparation et la riposte aux futures crises sanitaires. A cet égard, nous devons améliorer le financement de l'Organisation mondiale de la santé, pour qu'il soit plus durable, plus prévisible, moins dépendant de quelques grands donateurs.
Nous devons aussi étudier les propositions aujourd'hui sur la table pour renforcer sensiblement l'indépendance et l'autorité de l'Organisation.

Deuxièmement, nous devons travailler collectivement à renforcer la mise en œuvre du Règlement sanitaire international. J'ai souhaité pour cela que la France participe à une phase pilote de revue par les pairs des capacités de préparation des Etats membres aux pandémies. Nous devons aussi donner la possibilité à l'OMS, à travers des missions de réaction rapide, d'être présente sur le terrain dès les premiers signaux d'apparition d'une épidémie.

A ce titre, je soutiens la proposition d'attribuer à l'OMS une compétence d'enquête sur les pathogènes potentiellement pandémiques, qui lui donnerait un accès rapide à tous les territoires concernés. La transparence et le partage des données sont absolument clés.

Ensuite, la crise sanitaire nous a rappelé que la santé humaine est indissociable de la santé animale et environnementale. C'est la fameuse approche « Une seule santé » qui doit guider nos efforts pour être mieux préparés aux prochaines pandémies. Là-dessus nous avons commencé à avancer. Nous l'avons ensemble lancée en novembre dernier à Paris. Nous devons continuer d'élaborer, d'étayer, de concrétiser cette initiative.

Enfin, et ce sujet me tient particulièrement à cœur, la pandémie actuelle, avec son cortège de désinformation, nous a permis de constater l'importance de la science et de systèmes de santé robustes. L'accès aux données scientifiques, à une information fiable, la formation du grand public comme des personnels de santé sont essentiels dans le combat actuel contre la pandémie. Ils seront au moins aussi importants face à tous les chocs que nous ne manquerons pas de connaitre dans les années et les décennies à venir.
C'est pourquoi, en juin 2019, nous avons initié avec l'Organisation mondiale de la santé le projet d'une Académie, qui serait destinée à former aux enjeux sanitaires globaux les responsables publics, les dirigeants d'entreprises et les forces vives de la société civile mondiale.
Car la santé, si elle fondée sur la science, nous concerne tous.

Deux ans plus tard, je suis très heureux d'annoncer, avec vous cher Docteur Tedros, que l'Académie mondiale de la Santé est lancée.
La France s'est engagée à y investir plus de 120 M€. Elle va devenir la structure de formation de référence au niveau mondial en matière de santé publique. Ses portes ouvriront à Lyon en 2023 mais elle offrira dès cet été un premier catalogue de formations en ligne.

La France entend ainsi prendre pleinement part aux négociations à venir sur la réforme de la santé mondiale. Pour avancer très rapidement dès cette Assemblée, l'adoption de la résolution portée par l'Union européenne sur le renforcement de l'action de l'OMS dans les situations d'urgence sanitaire serait un premier signal fort.
De même, je vous engage à valider le lancement des négociations sur le traité international sur les pandémies.

Nous avançons, nous le devons.
Voilà les quelques mots, quelques convictions que je voulais partager avec vous, cher Tedros, chers tous,

Soyez assurés en tous cas du plein engagement de la France. Aujourd'hui, comme demain.

Merci.